

REPRODUCTION DE TEXTES SUR LA YUGOSLAVIE ANNIE LACROIX-RIZ FÉVRIER 1994 ET AVRIL 1999, 10 JANVIER 2022

INTRODUCTION, 10 JANVIER 2022

Chers amis,

Un débat du 8 janvier 2022 sur une liste universitaire m'a amenée à contester le développement sur les horreurs de la guerre de Yougoslavie d'un collègue insistant sur les torts partagés et les crimes des « nationalistes » présents dans tous les camps, etc. Les remarques que j'ai opposées à cette intervention, typique de ce qu'on appelait couramment, dans les années 1960-1970, la gauche américaine --- formule qui mérite d'être remise en vigueur pour sa précision et sa concision ---, ont rappelé à mon ami Georges Gastaud, philosophe et dirigeant du Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), des textes publiés dans *L'Humanité* en 1994, grâce à l'appui très précieux du journaliste José Fort.

Je n'avais pu publier, en revanche, la guerre une fois lancée, en 1999, contre la Serbie, deux autres tribunes. La première, proposée à *L'Humanité*, passée dans le camp des torts partagés et refusant de se dresser contre la guerre otanienne de 1999, classiquement impérialiste, et de mobiliser ses militants, fut refusée par Pierre Laurent. Le veto fut exprimé au motif que toute opposition à la guerre de l'OTAN impliquait dans ce journal la mise en accusation parallèle de Milosevic : celui-ci était taxé de responsabilité égale dans le déclenchement du conflit par ses absurdes ambitions de « Grande Serbie » -- grand thème de propagande du temps. Je me rappelle très précisément avoir répondu à mon censeur que, « même si le malheureux Milosevic faisait les pieds au mur, comme il l'avait déjà fait en 1995, cela ne changerait rien à la condamnation à mort que les États-Unis avaient programmée de longue date pour son malheureux pays ».

La tribune « Les Serbes, les nazis du temps? Le règne de l'intox », a été envoyée à l'hebdomadaire *Marianne*, qui n'a pas eu la courtoisie d'en accuser réception (pas plus, d'ailleurs, que des nombreux ouvrages que mon éditeur Armand Colin lui a adressés).

Georges Gastaud m'a demandé si les textes de 1994 étaient communicables sur la Toile. Ils le sont, de même que les textes de 1999 refusés.

Je certifie *sur l'honneur* n'avoir rien changé au contenu de ces articles, publiés ou inédits. Les modifications sont de forme *stricto sensu* (correction de fautes de frappe ou de typographie, changements de hauteur de titres). C'est dire que, à beaucoup d'égards, ces textes datent. Ma documentation et mes recherches d'archives se sont considérablement amplifiées, comme il ressort, par exemple, de la réédition augmentée de l'ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, nouvelle édition complétée et révisée, 2010, 720 p., et de maints autres travaux et ouvrages, dont *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, nouvelle édition complétée et révisée, 2010, 679 p.

L'ouvrage de Jacques Merlino n'a jamais été réédité. Il convient de signaler, sur la campagne d'intoxication d'une remarquable efficacité conduite, en vue de la guerre (de 1999) contre la Yougoslavie, auprès de l'« opinion » de la zone d'influence américaine (très élargie depuis 1989), la première publication de Michel Collon, *Poker menteur, Les grandes puissances, la Yougoslavie et les prochaines guerres*, EPO, Bruxelles, 1997 (ISBN 2-87262-114-8)ⁱ. L'ouvrage que j'ai signalé dans l'article refusé du 24 avril 1999, Yvonne Bollmann, *La tentation allemande*, Michalon, 1998, malheureusement indisponible, mais doit pouvoir être acquis d'occasion : c'est d'autant plus important que les « européistes » invétérés vouent à son auteure une nette détestation, déguisée en dépréciationⁱⁱ On se reportera aussi deux

importants ouvrages suivants d'auteurs américains, traduits en français : Diana Johnstone, *La croisade des fous. Yougoslavie, première guerre de la mondialisation*, qui va être rééditéⁱⁱⁱ, et Michael Parenti, *Tuer une nation, l'assassinat de la Yougoslavie*, Paris, Delga, 2014^{iv}.

Bien cordialement,
Annie Lacroix-Riz

**TEXTES SUR LA YOUGOSLAVIE DE FÉVRIER 1994 ET AVRIL 1999, 10 JANVIER 2022,
ANNIE LACROIX-RIZ**

Annie Lacroix-Riz, professeur d'Histoire contemporaine à l'université Paris VII

**I. ARTICLES, RÉDIGÉS DU 14 AU 17 FÉVRIER 1994, PUBLIÉS, AVEC TRÈS PEU DE
COUPURES, DANS *L'HUMANITÉ*, 16-18 ET 21 FÉVRIER 1994, ANNIE LACROIX-RIZ,**

Alors professeur d'histoire contemporaine à l'université Toulouse-Le Mirail

[C'est le texte *initial*, rédigé du 14 au 17 février 1994, qui figure ici, dont avaient été censurées, par la rédaction de *L'Humanité*, d'une part, des comparaisons explicites de l'actualité d'alors avec le sort de 1938 de l'Autriche (Anschluss) et de la Tchécoslovaquie (officiellement liquidée à Munich dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, par sa grande « alliée » française notamment) et, d'autre part, une allusion à l'éventuelle actualité de la perte de l'Alsace-Lorraine. Ces comparaisons figurant dans le paragraphe « Questions et réflexions finales », puisées à l'étude de long terme, furent sans doute jugées excessivement audacieuses.]

1^e partie : mercredi 16 février 1994

L'amplification des bruits de guerre et d'intervention générale de l'Occident dans l'ancienne Yougoslavie, dans le but allégué de « sauver Sarajevo », nous semble rendre urgente une mise au point sur l'histoire de cette nation déchirée. Faut-il s'en tenir à la thèse courante d'une sorte de « guerre civile » déchaînée par une « Grande Serbie » aux ambitions territoriales dévorantes, accumulant les armes destructrices contre des populations innocentes et sacrifiées — à Sarajevo et en d'autres points du pays détruit ?

Historienne, je pense [nous pensons] très utile une réflexion sur les éléments de long terme qui donnent à cet épouvantable conflit une autre dimension que celle d'une lutte entre peuples aveuglés par le nationalisme. Je demande [Nous demandons] donc par avance la patience et l'attention du lecteur pour le détour, apparemment long [et éloigné des tumultes de l'OTAN], mais indispensable, que nous lui proposons. « La dislocation hâtive de la Fédération yougoslave » — du jugement même des officiels français au début des années 1990 — a en effet laissé percevoir des interventions extérieures, presque oubliées depuis quelques années ou noyées dans le flot des informations stigmatisant les atrocités des seuls [« ex-communistes »] Serbes, chargés de tous les maux. Les plus spectaculaires ont été celles de l'Allemagne et du Vatican, qui ont simultanément reconnu en décembre 1991 « l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie » : « il est difficile de ne pas voir » dans cette précipitation allemande, a écrit P.-M. de la Gorce en 1992, « une résurgence de l'hostilité de la politique allemande envers l'existence même de la Yougoslavie depuis les traités de 1919 et tout au long de l'entre-deux-guerres ». On sait jusqu'à quelles extrémités cette « hostilité », servie par les oustachis croates, est parvenue à la faveur de « l'écroulement de la Yougoslavie », broyée « en 1941 » par les mâchoires de ses quatre assaillants (évoqués plus loin), troupes allemandes en tête.

Une production historique ancienne a décrit avec précision les horreurs infligées à la Yougoslavie par l'occupation allemande. Rappelons en effet que, outre les méfaits généraux dus à la Wehrmacht et aux personnels nazis annexes (SS et autres), les Serbes et les juifs furent soumis par les oustachis à une drastique « purification ethnique ». Cette expression, utilisée par ceux que les Américains appelaient dans les années 1941-1945 « les extrémistes croates », s'appliqua alors avec une virulence peut-être inégalée dans les autres terres occupées par le Reich : les États-Unis recensèrent en 1942 des massacres de 700.000 personnes perpétrés en quelques mois. On ne peut naturellement comprendre l'extrême dureté des affrontements d'aujourd'hui en réduisant au rang de simple « mythe serbe » le souvenir laissé aux Serbes des zones croates par l'intégrisme catholique mâtiné de racisme nazi (le mouvement oustachi, grandi à l'ombre du Vatican, de l'Italie mussolinienne et *surtout* de l'Allemagne weimarienne puis nazie). Quant aux juifs, l'œuvre commune des Allemands, en Serbie, et de l'« État croate » — classé par Raul Hilberg comme le prototype des « satellites par excellence » — en a laissé peu pour conserver la mémoire des faits : en août 1942, le *Staatsrat* Turner put se féliciter d'« une réussite unique en son genre : "Serbie, seul pays où question juifs et question Tziganes résolue" » ; la Croatie fit un peu moins bien que ses maîtres, en liquidant 80 % de sa population juive.

On connaît beaucoup moins bien l'histoire de ce jeune État, né de la victoire française et de la défaite du Reich (ou plutôt des deux Empires centraux) en 1918. Le très scrupuleux ouvrage du catholique Carlo Falconi consacré à Pie XII pendant la guerre — à son silence sur les atrocités allemandes en Pologne, croates en Yougoslavie — ne saisit « les premières fêlures dans la situation » yougoslave qu'à « la fin de 1940 ». Or c'est bien avant 1939-1940 que cet État créé autour de la Serbie avec l'appui exprès de la France — en quête d'alliances de revers contre le Reich vaincu et hanté par la revanche — subit les intenses pressions qui le disloquèrent avant qu'il ne tombât sous les coups de ses agresseurs d'avril 1941.

2^e partie : jeudi 17 février 1994

La Serbie est depuis son accession à l'indépendance (du joug ottoman) en 1878 l'alliée des puissances antiallemandes, c'est-à-dire de la Russie (à l'époque où celle-ci était dirigée par les Tsars) et de la France : et ce, non pour des raisons idéologiques mais de survie nationale. Ce petit pays militairement puissant qui s'était, avec l'aide des Russes (quelles que fussent en l'espèce les ambitions propres de la Russie tsariste), libéré de la tutelle turque, fut d'emblée et logiquement haï par les deux Empires centraux : il faisait obstacle à leur expansion tant recherchée vers l'Est (bulgare, roumain, russe) et le Sud (adriatique et ottoman). Cette *nation slave orthodoxe* gênait au surplus l'Autriche-Hongrie par l'attirance grandissante qu'elle exerça sur nombre de peuples slaves dominés par le vieil Empire vermoulu (que cette domination fût ancienne : sur les Croates de Croatie et de Dalmatie, et sur les Slovènes ; ou qu'elle fût plus récemment assurée, sur les Bosniaques : la Bosnie-Herzégovine, peuplée de Slaves convertis à l'Islam à l'époque ottomane, et de Serbes orthodoxes, avait été occupée depuis 1878 puis annexée en 1908 par l'Autriche contre la Serbie).

Les Slaves catholiques ainsi contrôlés (Croates, Dalmates, Slovènes) étaient soumis à ce titre à la tutelle d'une hiérarchie religieuse politiquement omniprésente dans l'Empire. À l'occasion rétifs, ils étaient cependant considérés comme un atout important dans les mains des inséparables Alliés qu'étaient l'État et l'Église. Cette dernière était explicitement chargée, par le truchement du bas clergé contraint à la discipline envers ses supérieurs hiérarchiques, de diviser une véritable marqueterie de populations (situation qui rendit l'œuvre plus aisée et plus efficace). Une trinité politique (et non « spirituelle ») forgea donc les âmes de populations rurales longtemps considérées comme dociles :

-- le régime, bien connu, de François-Joseph, qui était monté sur le trône impérial après la défaite de la Révolution de 1848 ;

-- les prélats, exclusivement autrichiens et hongrois dans des zones de peuplement qui ne l'étaient point, étaient dotés d'une « propriété ecclésiastique » énorme préservée par un « régime quasi féodal » malgré la transformation du régime foncier de 1848 ;

-- le Vatican, tuteur de la hiérarchie et richement doté par ce clergé richissime (et par le régime de Vienne reconnaissant), dont il tirait à la veille de la Première Guerre mondiale une part essentielle de ses revenus.

C'est évidemment *pour ses raisons propres d'expansion* que l'impérialisme allemand sembla purement et simplement s'aligner sur les caprices de la Monarchie dualiste, déchaînée contre la Serbie au début du XX^e siècle. L'Empire allemand luthérien, après le bref *Kulturkampf* bismarckien (1872-1875) apparemment anti-catholique — en réalité destiné *seulement* à en finir avec le danger politique de l'ultramontanisme —, fit sa paix avec deux alliés politiques de poids : un catholicisme puissant et richissime, dominant au Sud et à l'Ouest du Reich, et tout acquis à la reconnaissance des impératifs du pangermanisme ; le Vatican, aussi empressé, en tous domaines, à l'égard de l'État luthérien qu'il était hostile à la « fille aînée de l'Église », la France, qui avait depuis les tourmentes de la Révolution largement dépossédé le haut-clergé de ses immenses richesses : rappelons pour mémoire que le Saint-Siège facilita éminemment la tâche du Reich dans l'ensemble catholique alsacien-lorrain conquis par les armes en 1870-71 (tradition que le changement de mains de 1918 n'allait pas abolir).

Depuis l'époque de la rupture du Vatican avec l'Italie réunifiée dans les années 1860 (au détriment à la fois des puissants « États pontificaux » et de l'Autriche, qui occupait le Nord italien), les liens avec l'Empire des Habsbourg avaient encore été accrus. La réconciliation définitive avec le Reich acheva le tableau d'un Bloc politique, idéologique et militaire solidement établi entre l'Allemagne, l'Autriche et le Vatican. On verra cependant plus loin que l'Italie fut une des puissances directement impliquées dès l'origine dans la question yougoslave. La Dalmatie constitua en effet son but de guerre essentiel : c'est la promesse de l'Entente de la lui céder après la victoire qui expliqua en avril 1915 le ralliement de ses décideurs, après longue réflexion, à ce camp des belligérants. Les Empires centraux ne pouvaient, et pour cause, lui promettre grand-chose dans cette sphère de l'opposition entre Vienne et Rome.

3^e partie : vendredi 18 février 1994

En 1914, la guerre générale éclata, apparemment à cause de l'attentat de Sarajevo du 28 juin — mais naturellement pas par pur hasard dans cette zone par excellence des conflits inter-impérialistes. Elle fut déclenchée par les Empires centraux avec le plein soutien du Vatican, attaché de façon exclusive aux intérêts de cette Duplice. Les archives ouvertes nous permettent de reconstituer l'histoire des relations entre la Serbie et ses ennemis, d'une part, et ses amis, d'autre part. Le Comte Pállfy, chargé d'affaires autrichien au Vatican, n'exagérait en rien l'intensité du soutien du Pape Pie X et de son Secrétaire d'État Merry del Val à l'Autriche (« l'État catholique par excellence, le plus puissant rempart de la religion ») appuyée par le Reich contre la Serbie détestée, en affirmant, le 29 juillet 1914, que « le pape et la Curie » iraient jusqu'au bout de leur croisade contre « la Serbie, qu'ils considèrent comme un mal qui ronge et pénètre la monarchie jusqu'à la moelle et qui finira par la désagréger ».

Le but de guerre des deux Empires coalisés — liquider la Serbie — ne fut abandonné ni pendant ni après le conflit, mais il s'effondra momentanément dans leur défaite. C'est de leur échec commun que naquit le « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes » inscrit, comme tous les « États successeurs », dans les Traités de 1919-1920. Mais, dira-t-on, que

pouvait désormais contre ce nouvel État yougoslave l'ancien État tuteur des Slaves du Sud, balayé par la tourmente de l'été et de l'automne 1918 ? On imagine naturellement que la liquidation politique des Habsbourg ne fit pas disparaître les milieux socio-économiques qui avaient constitué le pilier de l'ancienne Autriche-Hongrie : les deux moignons qui lui succédèrent allaient faire office de supplétif indispensable à la grande puissance allemande, à la fois vaincue et largement préservée, malgré les lourdes pertes consécutives à sa défaite.

Ce Reich intact, du point de vue de ses couches dirigeantes et de son État (malgré les apparences de la « Révolution » de novembre 1918), apparaît en quelque sorte comme le légataire universel des ambitions de l'Empire allié réduit à un lambeau. Le Vatican lui reconnut dès 1918 cette qualité, en tous lieux : dans les colonies perdues, dans les « États successeurs » de l'Empire disparu — et plus largement dans tous les États voués à l'expansion allemande, des États Baltes à l'Ukraine en passant par la Pologne. L'Allemagne luthérienne et pangermaniste s'était montrée généreuse pour son alliée vaticane, irremplaçable pour la conquête des âmes (et pour la valeur de ses renseignements) : ses versements, depuis la guerre (les seuls « fonds Erzberger » furent évalués à 18 millions de marks de mars 1915 à juin 1918), furent maintenus *sans interruption* à l'époque de la fausse révolution allemande — avec l'aval du SPD Scheidemann. Ils constituaient désormais le pivot des finances du Saint-Siège — avant que la « carte américaine » ne vînt ajouter, dès la fin du conflit, un autre épais matelas financier.

Le Vatican s'était affiché d'emblée comme l'ennemi juré des Traités, Versailles en tête, donc des États issus ou agrandis de la défaite du Reich et de l'effondrement de l'Empire dualiste. Il refusa jusqu'à l'époque imminente d'un nouveau conflit général de reconnaître les frontières de l'Europe de 1919-1920. Il ne s'exécuta que du bout des lèvres, pour des raisons purement tactiques, en accord explicite avec l'Axe en gestation, puis officiel, à l'heure de la mort annoncée des États honnis : en juillet 1935, avec le faux « Concordat » concédé par la Yougoslavie en pleine tourmente après l'assassinat, sur lequel nous reviendrons, du Roi Alexandre et du Ministre français des Affaires étrangères Barthou, le 9 octobre 1934, à Marseille. Les chefs des partis catholiques croates et slovènes furent d'ailleurs chargés d'en rendre la réalisation impossible (tandis que le Vatican chargeait les Serbes orthodoxes de la responsabilité dans la non-ratification).

Le cas le plus caricatural, celui de la Tchécoslovaquie, mérite citation : les limites de ses diocèses furent adaptées aux frontières de l'État, après longue négociation avec le Reich et son épiscopat, en... septembre-octobre 1937 — et de façon partielle, du seul côté hongrois, la question, allemande, du diocèse de Breslau restant réservée ; elles furent à nouveau remaniées, avec publication *moins d'un mois après Munich*, en octobre 1938.

Le Vatican, caution « canonique » de l'illégitimité de l'Europe de 1919, fut aussi un allié inestimable dans la mesure où il remit à l'Allemagne une clé que lui seul détenait : celle du *levier catholique* dans les anciennes provinces d'Autriche-Hongrie agrégées à la Serbie victorieuse, et dans tous les autres territoires perdus par les vaincus, Reich compris, dévolus aux autres « États successeurs » ou agrandis par le sort des armes de 1918. Les deux puissances unirent donc dès avant la fin de la guerre leurs efforts contre *tous* les pays bénéficiaires de la victoire de l'Entente : la Yougoslavie fut placée dans un lot commun qui n'épargna ni les zones schismatiques (la Tchécoslovaquie hussite, la Roumanie orthodoxe, la Russie orthodoxe qui n'était guère plus appréciée du Pape, malgré son amour de l'Ordre contre les désordres polonais, ainsi en 1831, du temps des Tsars qu'à l'ère bolchevik) ; ni les zones catholiques romaines, de la si fervente Pologne à l'Alsace recouverte par la France et hardiment poussée à « l'autonomie » en passant par les cantons belges d'Eupen-Malmédy.

Ce tandem *inséparable* (nous l'avons vérifié pour l'ensemble des décennies consultables dans les Archives, c'est à dire jusqu'aux années cinquante incluses) put bénéficier de l'utile complicité d'autres alliés.

Allié d'importance, d'une part, avec l'Italie. Les dirigeants italiens, avec la complicité des milieux les plus germanophiles (tel Nitti, très lié aux banques allemandes), se réconcilièrent promptement avec le Vatican. Ce dernier, allié indispensable au combat de révision des Traités si décevants, fonda en 1918-1919 le « Parti Populaire Italien » : placé entièrement sous sa tutelle, le PPI de Don Sturzo consacra le retour en force d'un cléricalisme affaibli depuis la réunification, et qui n'a cessé depuis de peser sur la vie politique italienne. Pie XI lâcha d'ailleurs ce parti aussi brutalement que son prédécesseur (Benoît XV) l'avait constitué dans la hâte, pour soutenir en 1922 la solution fasciste de Mussolini : dans des conditions qui incitent l'historien, en cette fin de siècle de crise, à d'évidentes comparaisons entre le vieux PPI et l'héritier du nom surgi des cendres de la création pontificale du second après-guerre, la Démocratie chrétienne aujourd'hui défunte.

L'Italie fut ulcérée par la dot territoriale dont la Yougoslavie, alliée à la France, fut pourvue à sa naissance. Elle se disposa donc bien vite, comme l'avaient explicitement espéré au tournant de 1918-1919 Mgr Pacelli, Nonce dans le Reich, à Munich depuis mai 1917 (futur Pie XII), le comte von Brockdorff-Rantzau, ministre des Affaires étrangères du Reich, et Erzberger, au changement d'alliance pour pouvoir mettre la main sur la Dalmatie. Aveuglée par ses ambitions sur l'État yougoslave, Rome considéra la tâche comme aisée après la disparition du vieux rival autrichien. Elle fit en l'occurrence un des choix majeurs qui allaient la conduire à l'Axe Rome-Berlin, officialisé en novembre 1936 : dans l'espoir, dérisoire, que l'Allemagne lui cèderait une zone d'expansion dans les Balkans d'autant plus volontiers qu'elle l'aiderait à annihiler ses ennemis jurés (Tchèques au premier rang) ou à phagocyter ses alliés présumés (Autriche en tête) d'Europe centrale.

Elle hésita longuement, entre la fin de la Grande Guerre et 1936, sur les conséquences mortelles d'une adhésion à l'Anschluss — *condition sine qua non de l'alliance avec le Reich* — qui signifiait l'auto-liquidation de sa frontière Nord du Brenner. Avant sa capitulation définitive de juin 1936, conclue, entre la conquête italienne de l'Éthiopie et l'attaque italo-allemande de l'Espagne du Front Populaire, dans le cadre d'un marché Éthiopie-Adriatique-Méditerranée (contre les impérialismes français et britannique) pour l'Italie-Europe centrale et orientale pour le Reich. Marché fallacieux : l'Anschluss ouvrait en réalité à l'Allemagne, non seulement la voie de l'Europe centrale mais aussi celle des Balkans et de l'Adriatique. Il suffit de regarder une carte pour le comprendre, mais la correspondance diplomatique fournit un commentaire beaucoup plus explicite, et qui ne varia jamais entre le premier conflit mondial et le suivant.

4^e partie : samedi 18 février 1994

On ne saurait oublier la part des alliés secondaires, mais cependant fort utiles à la coalition germano-vaticane :

— la Hongrie, rongée après la victoire éclatante de la contre-révolution par l'impatience de réviser les Traités, et lorgnant la Croatie perdue (sans oublier la Slovaquie désormais tchécoslovaque et la Transylvanie désormais roumaine). Ses comploteurs et sicaires laïcs, infatigables, furent d'emblée couverts et financés par l'État de l'Amiral Horthy. Ce protestant avait découvert dans la victoire remportée contre l'insurrection populaire de Bela Kun les vertus intérieures et extérieures — la révision du Traité de Trianon — de trois atouts majeurs : un cléricalisme catholique spectaculaire, un antisémitisme débordant et précoce (la persécution et le *numerus clausus* débutèrent ici dès le triomphe de la contre-révolution), et un antibolchevisme sans concurrence. Les prélats richissimes, conduits par le cardinal-Primat de Hongrie (le Slovaque Czernoch et ses successeurs), ne comptèrent pas moins : ils tonnèrent en permanence et publiquement, avec la bénédiction du Vatican, contre les nouvelles frontières et contre les « États successeurs » voleurs de leurs énormes diocèses, et ils déchaînèrent leur bas clergé contre les États nouveaux dans lesquels celui-ci exerçait

leur ministère. Laïcs et ecclésiastiques hongrois furent aussi étroitement liés au Reich héritier de l'Empire défunt qu'ils avaient été les fidèles des Habsbourg balayés par le vent de l'Histoire. Même lorsque, jusqu'au cœur des années trente, l'État hongrois apparut avant tout comme le complice révisionniste de l'Italie.

— l'Autriche, naguère maîtresse des Slovènes et des Bosniaques, mais vouée *depuis 1918*, et avec l'aval définitif de Benoît XV au plus tard au début de 1919, à l'Anschluss (car si l'Italie hésita longuement, percevant les périls gravissimes pesant ainsi sur ses régions du Nord, les plus riches, le Saint-Siège ne revint *jamais sur la position alors prise*, au service de laquelle il mobilisa toutes les forces catholiques disponibles). Le rôle des Autrichiens, voués, sous la houlette du Vatican, à un cléricalisme (« social-chrétien » avant de basculer dans le nazisme) presque unique dans l'histoire du XX^e siècle, fut très semblable à celui des Hongrois. La réalité de leur influence se confond cependant si intimement avec celle de Berlin que, dans le cadre limité de notre rubrique, nous nous en tiendrons à l'étude du maître allemand.

— la Bulgarie, enfin, alliée de guerre des Empires centraux — dont l'orthodoxie suscitait donc moins de scandales et de réprobations publics du Vatican que ceux visant les autres États schismatiques.

La jeune Yougoslavie mourut de ces assauts conjugués, bien avant l'attaque finale, en avril 1941, de ces puissances (moins l'Autriche, celle-ci étant réduite à ce que l'on sait). Les années vingt lui avaient retiré des zones entières de Dalmatie affectées à l'Italie, finalement avec l'aval des grands vainqueurs de 1918, France incluse : ces territoires arrachés au nouvel État furent pris en charge par le haut-clergé italien, qui remplaça brutalement les éléments nationaux slaves, parfois même avant même que les zones disputées ne fussent officiellement acquises à l'Italie (cas de Rieka-Fiume en mai 1920). Dans les années trente, où l'Italie soumit l'État yougoslave à une tension permanente et à des crises aiguës, la complicité du Vatican dans chacun des coups portés contre Belgrade fut relevée par tous les diplomates : la chronique de cette guérilla menée sans répit, et destinée à mobiliser contre l'État « serbe » des populations profondément catholiques (en veillant à ne pas s'aliéner les Bosniaques musulmans utiles dans la perspective du démantèlement projeté), remplirait un énorme ouvrage.

5^e partie : lundi 21 février 1994

L'État central — le régime monarchiste serbe, qui recourut à la dictature en janvier 1929 — répliqua à ces complots *répétés* par une politique qui ne fit que précipiter sa perte : une centralisation accrue, qui exacerba les mécontentements des populations minoritaires — et renforça la position des conjurés. Notons cependant que la décentralisation ou les concessions — très réelles — consenties aux forces qui visaient non des améliorations mais la mort de cet État ne changèrent rien aux projets « croates » et « slovènes », qui étaient nés avec la Yougoslavie elle-même. Assurément, celle-ci ne sut — ne put, pour des raisons socio-économiques de fond — faire appel aux forces susceptibles de préserver l'unité « yougoslave ». Tous les observateurs « bien informés » allaient relever à l'inverse que la résistance conduite par le *Croate bolchevique Josip Broz, dit Tito*, contre un ennemi désormais commun à une large part de ces populations diverses et divisées, donnait à la Yougoslavie reconstituée dans la victoire contre le Reich les chances que la monarchie serbe s'était montrée incapable de lui offrir.

La Grande Crise des années trente permit de donner à la conjuration contre la Yougoslavie — gérée de plus en plus largement par l'Allemagne et le Vatican — l'efficacité qui lui faisait encore défaut. Cette complicité allemande servit d'ailleurs grandement le Vatican, auquel son alignement sur l'Italie en Dalmatie faisait perdre du crédit auprès des catholiques slaves (croates particulièrement). Haïssant la tutelle italienne, que couvrait

l'Église de Rome, ces ennemis de la Monarchie serbe risquaient de se dérober si la destruction de la Yougoslavie devait profiter à la seule Italie.

L'Allemagne put donc accomplir ce que l'Italie, ennemi éprouvé, occupant des parts importantes de territoire slave, était incapable d'imposer à tous les Yougoslaves unis contre elle. L'Allemagne de Weimar contrôlait l'Autriche bien avant que Hitler ne lançât ses troupes le 12 mars 1938 (une étape définitive de l'Anschluss fut franchie avec l'accord ultra-secret « militaire, politique et économique », conclu entre les 26 et 29 mars 1926 à Berlin). Toutes les œuvres antiyougoslaves de Vienne — en la compagnie apparemment exclusive de Rome et de Budapest également liguées contre les Traités — furent donc téléguidées par Berlin. Le Reich manœuvra habilement : utilisant les rets de la puissance économique, passant avec la Yougoslavie des accords commerciaux renforcés pendant la Crise, il laissa complaisamment croire qu'il n'avait pas d'ambitions politiques dans cette zone ; il se donna même le luxe de critiquer les empiètements incessants de l'Italie, tactique habile à l'égard de tous les Yougoslaves, Serbes inclus. À qui croit que les affaires yougoslaves relèvent de la folie nationaliste et de l'idéologie, rappelons que la seule Slovénie — promise à Vienne, donc à Berlin —, représentait en 1929 42% de la production industrielle et minière du pays.

L'action conduite en la compagnie de Pacelli, Nonce dans le Reich jusqu'au début de 1930, où il devint secrétaire d'État, démontra pourtant à elle seule l'intérêt allemand aigu pour les Balkans yougoslaves : ce germanophile impénitent (mais *porte-parole d'une politique allemande* de son chef, le Pape, depuis le tout début du siècle, entre Pie X et Pie XI) confia dès décembre 1930 à Mgr Berning, évêque d'Osnabrück (Basse-Saxe), l'un des chefs de file nazis de l'épiscopat allemand, la charge, fort peu évangélique malgré ses apparences, des « minorités allemandes catholiques » vivant en Europe orientale et hors d'Europe (après avoir à la fin des années vingt confié la même mission, pour l'Europe occidentale, au puissant archevêque de Cologne, Mgr Schulte, chef du combat contre l'occupant français). La Yougoslavie (où vivaient 450.000 Allemands) ne fut pas épargnée par ce zèle faussement religieux. *Les deux seuls évêques* à s'être émus, en 1933-34, contre ces ingérences, désormais conduites à grande échelle, violant le droit canon, furent réprimandés par le Vatican (Pie XII, devenu Pape, et n'ayant rien oublié, contraignit l'un d'entre eux, Mgr Aksamovic, évêque de Djakovo, à la démission par la remise de son diocèse à la Hongrie, lorsque les occupants de la Yougoslavie se partagèrent en 1941 ses dépouilles). La comédie du non-intérêt allemand se poursuivit sans changement à l'heure hitlérienne, et entre mêmes complices. En mai 1934, Röhm confiait complaisamment à des compères autrichiens que « d'ici peu la Dalmatie sera[it] la Riviera allemande" ».

Quant au crime d'octobre 1934 contre Alexandre de Yougoslavie et Louis Barthou — symbole d'une politique française qui prétendait s'engager désormais de façon plus décidée dans des alliances de revers à l'Est, comprenant l'URSS —, toute l'Europe informée y vit le signe du prochain conflit mondial. Certes était engagée la responsabilité directe de l'Italie et de la Hongrie, terre d'asile et d'armement des Oustachis croates d'Ante Pavelic, qui avaient délégué au forfait un meurtrier macédonien ; mais on accorda grand crédit à la thèse soviétique « d'une action secrète de l'Allemagne qui, incapable de faire la guerre, susciterait des troubles et des actes de terrorisme dans toute l'Europe » ; et qui avait ainsi visé une amorce de politique à l'Est, seule garantie contre un assaut germanique prévu alors, comme en 1914, sur deux fronts (l'officier de Gaulle, nourri par la tradition nationaliste et par l'expérience, l'admit clairement dès cette période malgré la vigueur de son antibolchevisme).

L'« apaisement » triompha tant à Londres qu'à Paris dans la période qui suivit, malgré les espoirs fugaces d'une alliance militaire avec l'URSS complétant la Petite Entente orientale (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie), après le traité signé par le successeur de Barthou, Laval, le 2 mai 1935. Simple « petit pas » tactique d'un Laval séduit par la politique de concessions à l'Italie et à l'Allemagne, le traité n'aboutit pas à ce que voulaient sincèrement

« les Russes — comme naguère Barthou — une vraie alliance, assortie d'une convention militaire » (J.-B. Duroselle). Cet « apaisement », dont on ne soulignera jamais assez les profondes racines socio-économiques — et qui n'attendit point les frayeurs de mai-juin 1936 —, seconda grandement, le débat historique ne porte guère sur ce point, le vieux projet du Reich « de faire la guerre ».

La haine avivée dans les classes dirigeantes contre des fractions importantes de la population exaspérées par les souffrances de la crise ne concerna pas seulement la France ouvrière secouant le joug en 1936. Le régime monarchiste serbe, pourtant aussi bien informé que les autres décideurs d'Europe — de l'Ouest et de l'Est —, se laissa séduire comme eux par l'argumentation qui précéda l'assaut contre tous les pays promis à la conquête allemande. Il prêta une oreille attentive aux sirènes antibolcheviques allemandes, si tentantes dans l'atmosphère de crise qui aiguisait le mécontentement social : la bonne Allemagne hitlérienne ne songeait qu'à protéger tous ses voisins de l'abominable peste rouge. L'État yougoslave montra donc contre ses ennemis mortels — qui se moquaient comme d'une guigne qu'il combattît ses propres communistes — une indulgence à laquelle n'eut pas droit son mouvement révolutionnaire, traqué sans merci et réduit à la clandestinité (qui fit changer Broz de nom). Il ne fit pas preuve de la même fermeté contre les comploteurs de l'extrême-droite intérieure, bénis par le Vatican et la hiérarchie ecclésiastique « yougoslave », et armés par tous ses ennemis. Berlin en tête, qui finança de plus en plus largement, presque ouvertement dès 1933-1934, les activités et la propagande (notamment antisémite) oustachie.

Le travail de fourmi effectué par une hiérarchie catholique affectée à des fonctions politiques fit le reste. Du côté dalmate, on l'a vu, l'Italie s'était taillé la part du lion. Dans toutes les autres zones catholiques, les années trente consacrèrent le triomphe de l'influence du Reich, nazi depuis 1933. Signalons parmi ces prélats Joannes Saric, chef politique des ultras, dont la longue carrière au service de la destruction de son pays présumé constitue un exemple représentatif. Le Vatican le nomma en 1920 évêque de Sarajevo, véritable déclaration de guerre contre le jeune État : comme son prédécesseur, il était l'« ennemi acharné des Serbes à l'époque de l'ancienne Monarchie, l'instrument en Bosnie de la Cour de Vienne [qui] dressait les catholiques et les musulmans contre les orthodoxes ». Député au Sabor de Bosnie avant 1914, il poursuivit une croisade anti-serbe acharnée pendant la guerre.

Devenu évêque contre le vœu du tout jeune État yougoslave, il s'auto-proclama immédiatement « chef des Croates et des Slovènes » contre les Serbes, avec l'entière complicité du Vatican (Pie XI reçut solennellement ses « chers Croates » en tant que tels dès les années vingt). Appuyé sur son journal *Istina* au « ton extrêmement violent » et sur une « Action catholique » (création de Pie XI imposée à tous les pays), véritable école de guerre civile, Saric pratiqua une politique de provocation permanente à l'égard de Belgrade : en compagnie de Rome dès les années vingt, mais aussi, et de plus en plus dans la décennie suivante, de Berlin (il fréquentait avant 1933 le Collegium Germanicum de Rome, repaire du pangermanisme depuis sa naissance avant de passer sans état d'âme au nazisme). Ce leader de « la droite irréductible », si bien servi par la conjoncture des années trente, rêvait de « devenir le chef spirituel des Croates afin d'être plus tard leur Chef politique ». Adhérent au mouvement oustachi (au moins depuis 1934), il s'illustra entre 1941 et 1945 « comme le "bourreau" des Serbes, tant en Croatie qu'en Bosnie-Herzégovine lors des sanglants massacres perpétrés par les Oustachis » : participant aux crimes de sang, il n'oublia pas le lucratif pillage de biens juifs et orthodoxes (serbes). Il couronna sa carrière dans le sauvetage des criminels de guerre oustachis organisé par le Vatican, avec l'aval ou l'active participation des Anglo-Saxons en quête de combattants éprouvés contre le communisme.

On pourrait en dire autant d'un autre chef des Oustachis mêlé aux massacres de la guerre, Mgr Stepinac, archevêque de Zagreb (Croatie) depuis 1934 : fils de grand propriétaire foncier, mélange de guerrier et d'espion (dès la Grande Guerre), il avait été formé par de

longues années au Vatican (dont 7 ans d'études au Germanicum, déjà mentionné, entre 1924 et 1931...).

Le bas clergé séculier, qui avait parfois renâclé devant la guérilla de son épiscopat, soutenu par le Vatican, contre l'État yougoslave, avait été, en cas de besoin, remplacé par des réguliers franciscains, plus dociles devant les ambitions déclarées des éléments germaniques, magyars ou italiens. Cette véritable politique de « dénationalisation » (Louis Canet) explique qu'en 1939, les Franciscains « croates » constituaient non seulement 80% des réguliers, mais un tiers des prêtres de Yougoslavie. Les massacres de l'Occupation n'eurent pas lieu seulement en leur présence et avec leur bénédiction, mais ils participèrent en masse aux « boucheries » décrites par Falconi, connues d'emblée et couvertes jusqu'à leur terme par le Vatican.

6^e partie : lundi 21 février 1994

On ne décrira pas les circonstances de l'occupation, connues de longue date, bien que la dernière période ait largement obscurci cet effroyable contentieux. On montrera simplement que, derrière le masque d'une « guerre froide » qu'on perçut pendant la guerre même, les grandes questions du début du siècle continuèrent à se poser après la défaite du Reich hitlérien. En Yougoslavie comme dans le reste du Vieux Continent.

En apparence, le pays, à nouveau hissé au rang des vainqueurs, et reconstitué, n'avait plus à redouter la coalition de ses ennemis. L'Allemagne vaincue, démembrée et occupée n'avait plus rien à dire sur la question ; ni l'Italie, rangée parmi les « satellites » du Reich. En réalité, comme les Empires centraux en 1918, les pays de l'Axe trouvèrent des relais. L'un relève de l'évidence : le Vatican de Pie XII. Le Saint-Siège avait, les Archives l'attestent, passé la guerre à soutenir l'Axe, puis tenté des efforts désespérés, à partir de sa défaite assurée — à Stalingrad — pour trouver une solution de rechange : il rechercha fébrilement depuis 1943, au mieux, un retournement des fronts contre l'Armée Rouge, associant les Anglo-Saxons à une Allemagne « honorable » — celle des généraux, bientôt taxés d'antinazisme pour les besoins de la cause, et autres forces socio-politiques disposées en 1943-44 à changer de cheval. La tâche était triplement impossible : ces anti-nazis présumés manquèrent à l'appel quasiment jusqu'au bout (les modalités du fameux attentat de juillet 1944 contre Hitler le montrent de façon particulièrement nette) ; le rôle militaire déterminant contre l'Axe de l'URSS, indispensable aux buts de guerre propres des Alliés anglo-saxons (quelle que fût la permanence de leur antibolchevisme), transforma ces espoirs vaticans en chimères ; les souffrances des peuples, à l'Est plus que partout ailleurs mais aussi à l'Ouest, enfin, condamnèrent au néant tous les complots, alors dérisoires, visant à tourner contre les Soviets une coalition des Allemands et de leurs satellites avec Alliés de l'Ouest sous couvert de sauver « la civilisation chrétienne » (les peuples occupés avaient en effet éprouvé concrètement les abominations, de la faim à la torture et à la mort, de ladite « civilisation »). Le Vatican œuvra aussi à la recherche — objectif minimal — de « paix séparée », manœuvre qui réussit partiellement, en Italie, au grand dam des Soviets, avec la reddition séparée des armées allemandes aux Anglo-Saxons (via Allen Dulles, chef de l'OSS en Suisse, frère de Foster et futur chef de la CIA).

Les Américains, qui avaient besoin de vaincre les Allemands — avec l'URSS — se présentaient aussi, comme après l'autre guerre, comme la seule carte à jouer pour offrir au Reich une « paix douce ». Cette donnée, générale, du second après-guerre, eut naturellement des conséquences en Yougoslavie. Le Vatican, à nouveau employé à sauver la « bonne et pauvre Allemagne », trouva un allié dont le rôle avait considérablement grandi au fil du second conflit mondial, et qui attendait de sa nouvelle victoire un rôle en Europe que sa précédente victoire ne lui avait pas encore donnée.

L'alliance ambiguë mais décisive, entre États-Unis et Vatican, ne date pas de 1945, mais de 1918, en raison de stratégies européennes partiellement communes. Elle fut assumée en large part par une organisation américaine catholique intégriste et richissime née dès la fin de la guerre, les « Chevaliers de Colomb ». Émanation des milieux « germano-américains » et assimilés aux États-Unis les plus violemment réactionnaires et champions d'une « paix douce » au Reich, ce mouvement finança très largement le Vatican dans les années vingt (pour favoriser l'expansion américaine dans le Pacifique, via les missions en Chine). Washington comprit en effet, après les grands bouleversements induits par la Grande Guerre, et menaçant à nouveau dans les années trente, le rôle majeur que l'Église catholique pourrait jouer dans la stabilisation d'un continent bouleversé. Roosevelt respecta les règles de cette collaboration précoce en nouant alliance avec Pacelli, à Washington, en novembre 1936, contre « le danger croissant du communisme » (à l'époque même où de nombreux Américains, catholiques inclus, s'indignaient de l'engagement du Vatican auprès de l'Axe en croisade contre l'Espagne républicaine). Alliance — verbale — renouée officiellement en 1939, dans des déclarations communes en faveur de la paix.

Le soutien marqué du Vatican à l'Axe pendant la guerre suscita bien quelques conflits, au moins apparents : ainsi lorsque Pie XII refusa obstinément, depuis l'été 1942, de condamner les atrocités allemandes, désormais bien connues, contre les pays occupés, notamment contre les juifs (atrocités qu'il présenta à l'Américain Tittman comme « exagérées » par les Alliés, « pour des buts de propagande », et à propos desquelles « il ne pouvait nommer les nazis sans mentionner en même temps les bolcheviks »). Mais dès la guerre, le Vatican démontra son efficacité : l'argent que lui versèrent massivement les États-Unis en guerre leur valut des services appréciables, en matière notamment de renseignements militaires. Par le truchement d'un personnage dont l'importance mérite un détour, Mgr Spellman (futur croisé des « faucons » de la guerre du Viet-Nam). C'est du début des années trente que date l'ascension politique de ce « jeune prélat américain », ami personnel de Pacelli (à Berlin, depuis 1929 au moins), émissaire des « Chevaliers de Colomb » chargé de gérer les fonds octroyés au Vatican. Comme Pacelli germanophile convaincu, antisoviétique militant, il fut nommé en 1932 évêque auxiliaire de Boston, et en 1945 cardinal et archevêque de New York.

Symbole de l'ambiguïté du combat américain contre l'Axe, ce maître-espion, qui dirigea les services de renseignements américano-vaticans pendant la guerre, fut chargé dès le début de 1943 d'une mission en Europe largement consacrée au futur règlement du « problème soviétique ». Après-guerre, le renseignement fut maintenu, mais pas seulement : Spellman (ironiquement surnommé par les Français « Cardinal Secrétaire d'État de Sa Sainteté aux États-Unis » en 1947) et les siens comptèrent parmi les Américains chargés très précocement de l'aide aux « prisonniers de guerre » et « réfugiés » à l'Est de l'Europe ; et leur mission d'espionnage fut inséparable de l'« action psychologique » contre les nouveaux gouvernements alliés à l'URSS.

Seul le Vatican, par le réseau dont il disposait à Rome même, et dans chaque pays avec le clergé (notamment l'épiscopat allemand et autrichien), pouvait aider les États-Unis (les Britanniques, et d'autres encore, Français inclus) dans cette double mission légitimée par un seul argument : la priorité de la croisade anti-rouge. Elle fut entamée la guerre à peine achevée, sous la houlette de Mgr Hudal, nazi autrichien endurci qui dut sa glorieuse carrière ecclésiastique à Pacelli, pour sauver les plus grands criminels de guerre, allemands, d'Eichmann à Barbie, et satellites, Oustachis en tête : nombre d'entre eux furent soustraits par les prélats mandatés par le Vatican à la Justice de la Yougoslavie, tel le chef des bourreaux croates, Anton Pavelic, dès mai 1945, sans oublier Saric. On comprend donc que Washington ait précocement soutenu la thèse, rigoureusement mensongère, du Vatican, selon laquelle les ecclésiastiques traduits devant les tribunaux étaient de simples ennemis politiques dont « les

communistes » eussent ainsi trouvé le moyen aisé de se débarrasser : dès 1945, Pie XII transforma Stepinac, demeuré sur place, en martyr de Tito, thèse reprise par les Américains dans les années qui suivirent.

Cette collaboration clandestine le fut de moins en moins au fil de la guerre froide. L'administration américaine avoua presque dès 1947 quelle importance elle attachait à « cette source d'informations et ce moyen d'action sur tous les pays de l'Est et du centre de l'Europe que constituent les cadres du catholicisme ». Dans les années cinquante, les milieux ecclésiastiques américains du Vatican étaient couramment décrits comme de purs spécialistes des « renseignements », toujours dirigés par le « Richelieu du Texas » (Spellman). Truman, qui ne ménageait pas les effusions avec le si utile Pie XII depuis son accession à la Présidence, perdit même toute précaution pendant la Guerre de Corée, en rendant hommage en octobre 1951 à « l'importance du Vatican comme centre d'informations, “autant dire d'espionnage” ».

Pour leurs motifs propres — économiques au premier chef, malgré les apparences —, les États-Unis relevèrent l'Allemagne occidentale et disculpèrent cet État où le retour au *statu quo* n'avait épargné aucun secteur, de l'économie à la Justice en passant par l'enseignement et le monde politique ; il en alla de même pour l'Italie, où les occupants américains en étroite collaboration avec le Vatican procédèrent au replâtrage hâtif des élites compromises jusqu'au bout avec le régime fasciste.

C'est ainsi que, sous la couverture toujours indispensable du combat anti-rouge, les Américains reproduisirent le mécanisme qui avait naguère œuvré au démantèlement de la Yougoslavie : alors que Trieste et Pola avaient été reconnus à la Yougoslavie par les Anglais Churchill et Eden à Moscou, à l'automne 1944, ils firent de Trieste, refusé à la Yougoslavie de Tito, un des abcès les plus précoces, dès la fin du conflit en Europe, entre Alliés de guerre — moyen de pression sur l'URSS, sur la Yougoslavie, mais aussi sur l'Italie. Car le régime de De Gasperi se montra aussi revendicatif contre la Yougoslavie sur cette zone de la Vénétie julienne que du temps de Nitti et de Mussolini ; et, soutenu par le Vatican, il clama sans complexe ses bons droits d'« Occidental » à la révision, notamment sur ce point, du Traité qui sanctionnait sa défaite : le règlement de la question en 1953, rendant Trieste à l'Italie, et la zone alentour aux Yougoslaves, momentanément mieux considérés par l'Ouest, aurait-il gelé l'Histoire? Les « ligues » du Nord présentent aujourd'hui des revendications balkaniques que la Démocratie chrétienne avait ouvertement émises à la fin des années quarante. Washington pesa grandement à Belgrade pendant les années de fâcherie avec Moscou. La contribution aux difficultés de la Yougoslavie n'est pas simplement, du côté américain, l'annexe récente d'une vieille politique pétrolière au Moyen-Orient musulman.

Questions et réflexions finales

On ne saurait ici décrire la stratégie européenne de Washington depuis les années 1940, tant à l'Est qu'à l'Ouest du continent (notre chronique entière n'y suffirait point). Chacun devine cependant que les aléas de l'URSS et de l'Est n'ont pas tout dû aux méfaits dont leurs anciens dirigeants sont communément accablés ; et chacun sait que les États-Unis, qui n'avaient pas caché leur projet de « contenir » puis de « faire reculer », bref de « reconquérir » (le « roll back » de Foster Dulles), la large sphère ôtée naguère au « commerce libre », se sont fort réjouis des malheurs de l'ancien « camp communiste ». Remarquons seulement, vu les circonstances, qu'il serait raisonnable, en l'absence d'archives disponibles, de prendre en compte des données connues de longue date, et inchangées :

L'Allemagne réunifiée sous la houlette du « bon » camp, a récupéré, et même au-delà, sa puissance économique en Europe orientale et centrale : avant l'effondrement des « systèmes soviétiques », elle avait retrouvé des parts du commerce extérieur de chaque État européen oscillant entre la moitié et les trois quarts, et renouant avec ceux des années vingt et

trente, Yougoslavie comprise. L'aggravation de la crise pose, j'y insiste, des questions analogues à celles des deux précédents avant-guerre. Compte tenu des relations existant entre le Vatican et le Reich sur l'ensemble du siècle, il est très peu vraisemblable que le premier ait donné au second des ordres à Bonn pour reconnaître « l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie ».

L'attitude de l'Autriche dans le conflit incite à des hypothèses qui nous ramènent à l'entre-deux-guerres. Quant à l'Italie, le ton antiyougoslave de ses « ligues » du Nord oriente vers les mêmes voies comparatives. Je pourrais faire au lecteur le même récit que celui qui précède en prenant pour thème, entre la Première Guerre mondiale et la fin de la Seconde, la Tchécoslovaquie, également défunte (sans oublier l'Autriche, dont la seule question de l'Anschluss emplît 20 volumes des Archives spécialisées entre 1918 et 1938). Et la liste n'est pas close, qui démontre les continuités historiques, sous le tapage d'une idéologie brouillant des enjeux qui ne relèvent pas de cette catégorie.

Il y a deux ou trois ans, des hommes politiques français d'origines diverses mettaient en garde contre le démantèlement de la Yougoslavie et contre les ambitions allemandes en Croatie et en Slovénie. À cette époque, ils ne semblaient pas juger scandaleux le combat des Serbes contre les « forces extérieures » qui déchiraient le territoire des « Slaves du Sud ». Ils niaient aussi qu'il pût exister une myriade d'États « indépendants » là où en 1918 et en 1945 les précautions contre le Reich en constituèrent un seul : « indépendants » des puissances qui les entourent, notamment d'une Allemagne à l'avant-garde de la mise en pièces? Pourquoi la perte de l'Alsace-Lorraine serait-elle plus inconcevable que ce dépeçage yougoslave? Cette analyse raisonnable de 1990-91 est-elle devenue caduque ou inconvenante?

L'Histoire ne risque-t-elle pas de juger avec la plus grande sévérité ceux qui s'obstinent depuis des décennies à nous expliquer que « alliances de revers » à l'Est n'ont plus cours? Mes propres recherches m'ont démontré, jusqu'en pleine « guerre froide », la thèse rigoureusement inverse : la France a continué, sans l'avouer ou en le niant, à considérer que « la belle et bonne alliance » du 10 décembre 1944 passée par De Gaulle avec Moscou — fût-elle bafouée — la couvrirait en cas de nouvel assaut éventuel de l'Allemagne, contre lequel aucune alliance occidentale ne la protège depuis 1945 : couverture de fait, parce qu'un troisième conflit général risquait de reproduire les conditions réalisées au cours des deux premiers — et que « le rouleau compresseur » de la Première Guerre mondiale, l'Armée Rouge de la Deuxième subirent une part essentielle du choc des divisions allemandes. Les clameurs des publicistes ou des personnalités responsables, des ignorants ou, plus grave, de ceux qui savent mais ne communiquent pas leur science à leurs concitoyens, ne changeront naturellement rien à des textes consultables depuis plusieurs années.

J'ai, comme chaque lecteur, beaucoup lu ou entendu de récentes comparaisons avec « Munich » : rappelons qu'il s'agissait fin septembre 1938 pour la France d'honorer une alliance formelle — la plus solide, sur le papier, de nos alliances de revers, puisque dotée des clauses militaires que la convention de 1935 avec Moscou ne comporta jamais ; alliance conclue avec un pays menacé d'invasion par le Reich (et que Paris, délibérément, et depuis un certain temps, avait décidé de ne pas honorer : une note supervisée par un des diplomates français les plus importants, trouvée et citée en 1992 par une étudiante de maîtrise de Toulouse, Cécile Laveissière, exposa longuement le 29 mars, nous disons mars, 1938 toutes les astuces juridiques utilisables pour ne pas « faire jouer l'obligation d'assistance » au pays bientôt crucifié).

Un décideur français prendra-t-il la responsabilité d'expliquer à la population de son pays que les Serbes menacent la France et d'autres États d'invasion? Quel Français décidera de « bombarder les Serbes », lesquels ne sauraient être longtemps abandonnés à des assaillants sans que « les Russes » s'en émeuvent pour leur propre sécurité? L'URSS n'est pas morte d'une invasion qui n'a aucun équivalent dans l'Histoire et qui lui coûta environ 20

millions de morts et des destructions estimées à plusieurs centaines de milliards de dollars 1945 : aucun observateur raisonnable ne peut imaginer, quelles que soient ses actuelles difficultés, que les dernières années pèsent davantage sur les capacités réelles de la « Russie » que les quatre ans de cauchemar que lui infligea la vieille ennemie allemande des Slaves. La France combattrait-elle aussi éventuellement la Russie ?

Les États-Unis ont, lors des deux guerres mondiales, pratiqué une « stratégie périphérique » excellente pour leurs intérêts. Le seul bon sens suggère que ces derniers ne se confondent pas avec ceux que leur simple situation géographique place sous les bombardiers qui constituent l'instrument essentiel de ladite « stratégie » (analyse abstraite amplement confirmée par l'expérience historique des bombardements de la Deuxième Guerre mondiale dans l'Europe occupée, France incluse). Un parlementaire américain, Clarence Cannon, décrivit en mai 1949 l'affaire en ces termes : la plupart des pays d'Europe occidentale offriraient aux États-Unis la libre disposition « sur leur territoire des bases aériennes pour des bombardements stratégiques » ; « grâce au Pacte de l'Atlantique, nous aurons des Alliés qui ont des troupes et des navires et qui devraient aussi avoir l'occasion de remplir leurs obligations de puissances contractantes » ; ils apporteraient aussi « leur contribution en envoyant les jeunes gens nécessaires pour occuper le territoire ennemi après que nous l'aurons démoralisé et anéanti par nos attaques aériennes ». « Nous avons suivi un tel plan pendant la dernière guerre ».

Franchise sur la « chair à canon » européenne qui provoqua quelques remous (la grande presse américaine critiqua l'« élucubration » et le « délire irresponsable » de « déclarations qui seraient exploitées par la presse communiste du monde entier »). La tranquille assurance de Cannon fut en effet exprimée quelques semaines après la signature d'un Pacte Atlantique qui avait été officiellement présenté aux populations occidentales comme une irremplaçable protection contre l'Armée Rouge prête à déferler.

On renverra, pour le cas de figure actuel, qui étend désormais l'intervention aérienne américaine à des zones non couvertes par le Pacte de l'Atlantique Nord, au jugement, ancien, d'un historien américain, Stephen Ambrose : « Une stratégie qui utilise l'équipement américain et les vies européennes pour contrer l'Armée Rouge a peu d'attrait pour les Européens, d'autant plus que seuls les Américains peuvent décider quand et où utiliser les troupes, que seuls les Américains peuvent appuyer sur la gâchette nucléaire, et que le champ de bataille sur lequel la Russie et l'Amérique se battent jusqu'à la décision finale est l'Europe ». Dans le discours conventionnel, « les Serbes » ou « ex-communistes serbes » (crime toujours suprême ?) ont remplacé « l'Armée Rouge » ; dans la pratique la « gâchette » n'est pas « nucléaire ». L'Histoire s'est-elle pour autant volatilisée ?

Un point sur les sources :

Cette chronique m'a été inspirée par la consultation de plusieurs centaines de volumes des Archives des Affaires étrangères portant sur tous les pays d'Europe et sur les États-Unis (1914-1920, 1918-1940, 1939-1945, 1945-1955 ou 1944-1952, suivant les fonds) et par la lecture des *Foreign Relations of the United States (FRUS)*, archives publiées par le Département d'État et consultables, en usuels, à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC) de l'Université de Nanterre. Nombre de citations ont été extraites de ces fonds. Il va de soi que ce que j'ai avancé repose sur cette recherche étendue sur de longues années — et pas sur des hypothèses iconoclastes pour le plaisir de l'être. Le lecteur aura une idée de la richesse des sources en lisant mon article, « Le rôle du Vatican dans la colonisation de l'Afrique (1920-1938) : de la romanisation des Missions à la conquête de l'Éthiopie », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, janvier-mars 1994, p. 29-81 ; il se reportera aisément à l'imprimé, dont je ne citerai ici que quelques éléments mentionnés au fil de ce « point de vue » :

Le monde diplomatique (pour la période contemporaine, notamment éditorial d'Ignacio Ramonet du n° 466, janvier 1993 et article de P.-M. de la Gorce, « La coûteuse myopie de la communauté internationale », n° 460, juillet 1992) ; Carlo Falconi, *Le silence de Pie XII 1939-1945, essai fondé sur des documents d'archives recueillis par l'auteur en Pologne et en Yougoslavie*, Monaco, Éd. du Rocher, 1965 ; Saul Friedlander, *Pie XII et le III^e Reich*, Paris, Éd. du Seuil, 1964 ; Jacques Nobécourt, « *Le Vicaire* » et *l'histoire*, Paris, Ed. du Seuil, 1964 ; P. Milza et S. Berstein, *L'Italie contemporaine des nationalistes aux Européens*, Paris, Armand Colin, 1973, et *Le fascisme italien 1919-1945*, Paris, Le Seuil, 1980 ; Stephen Ambrose, *Rise to Globalism. American Foreign Policy, 1938-1980*, Penguin Books, 1981 ; J.-B. Duroselle, *Politique étrangère de la France, la décadence 1932-1939*, Paris, Le Seuil, 1983 ; Charles Bloch, *Le III^e Reich et le monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986 ; Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, 2 tomes, Paris, Folio-Gallimard, 1991 ; Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Orban, 1992 (dont la partie relative au Vatican est solide, fondée sur des sources originales ; celle relative à l'URSS repose sur des données de seconde main, que la confrontation avec mes propres recherches m'incite à juger beaucoup moins solides et contrôlables).

II. MISE AU POINT, 24 AVRIL 1999, ANNIE LACROIX-RIZ

Alors professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 7-Denise Diderot

Le lecteur trouvera ci-dessous (en première partie) l'analyse que j'ai proposée à *L'Humanité* en février 1994, dans la phase bosniaque du démantèlement territorial de la Yougoslavie entamé avec la sécession, sous l'égide du Reich reconstitué, de la Croatie et de la Slovénie. *L'Humanité* a alors publié la quasi-totalité du texte, en coupant les allusions aux aspects allemands contemporains de « la Tchécoslovaquie, également défunte (sans oublier l'Autriche) » et à « la perte de l'Alsace-Lorraine ».

N'ayant rien à retrancher aux observations d'hier, je livre le texte *original*, dont tel aspect est naturellement dépassé : la question « Un décideur français prendra-t-il la responsabilité d'expliquer à la population de son pays que les Serbes menacent la France et d'autres États d'invasion? Quel Français décidera de "bombarder les Serbes" » a obtenu la réponse que l'on sait ; et des « décideurs français » ont pris lesdites « responsabilité[s] ». La fin de la deuxième phrase reste valable sur les rapports entre Serbie et Russie (« les Serbes [...] ne sauraient être longtemps abandonnés à des assaillants sans que "les Russes" s'en émeuvent pour leur propre sécurité? »).

Si j'écrivais ce texte aujourd'hui, j'y ajouterais que les dirigeants du mouvement ouvrier « révolutionnaire » abordent ce qui risque fort de devenir la Troisième Guerre mondiale avec moins d'intelligence et peut-être surtout de courage que leurs prédécesseurs la Deuxième : le parti communiste français prit le risque de l'isolement, à Munich et au-delà, pour expliquer aux populations que leurs décideurs les trompaient, et que la « paix » de déshonneur les livrait pieds et poings liés, et dans les meilleurs délais, à l'agresseur allemand. Son comportement actuel nous rapproche des conditions de déclenchement de la Première, un mouvement ouvrier disposé, malgré quelques simagrées, à l'Union sacrée de guerre. Toutes choses égales d'ailleurs, ce qui fut le mouvement ouvrier révolutionnaire européen ressemble davantage au kautskysme de 1910, appelé à s'extasier sur les prouesses du « super-impérialisme » rendant inutiles et impossibles les guerres générales — triste fin théorique du plus grand penseur marxiste allemand d'après Marx et Engels, Kautsky —, qu'aux vaillants isolés de 1938-1940. Mais la minorité de 1914 devint majoritaire quelques années plus tard en quelques endroits...

Ajouter à la bibliographie qui la suit mon ouvrage, paru depuis, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand

Colin, coll. « *Références* » *Histoire*, 1996, et le remarquable essai de la germaniste Yvonne Bollmann, *La tentation allemande*, Michalon, 1998.

Pour adapter l'analyse de 1994 à la situation nouvelle, je joins deux textes. Le premier, « L'agression contre la Yougoslavie : Un crime et une faute », a été proposé au tournant de mars 1999 à *L'Humanité* et refusé par elle (ce qui mesure le chemin parcouru depuis février 1994), puis à *Marianne*, sans retenir l'attention de cet hebdomadaire, par ailleurs courageux dans le tapage, les bobards et l'intox du temps. *Marianne* n'a pas non plus publié le second « Les Serbes, les nazis du temps? Le règne de l'intox », que je lui ai également remis quelques jours après.

L'AGRESSION CONTRE LA YUGOSLAVIE : UN CRIME ET UNE FAUTE

La Yougoslavie est née de la victoire française de 1918, non parce que la France adorait la Serbie, mais parce qu'elle consolidait ainsi sa protection de « revers » contre le Reich allemand. Elle n'est pas victime, *en tant que nation ou État*, des décisions anti-autonomistes de Milosevic, pas plus que dans les années trente elle ne le fut de la dictature avérée du roi Alexandre, notre allié d'alors. Il tenta de conquérir les élites catholiques notamment en interdisant le PC yougoslave et mettant en prison le Croate Josef Broz, dit Tito. En vain, car certes aussi réactionnaires que lui, elles avaient depuis la fin de l'empire austro-hongrois remis leur sort à son puissant successeur, l'Allemagne, ce qui condamnait à mort l'État allié du vainqueur français. L'assassinat du roi et de Barthou, ministre français des Affaires étrangères, le 9 octobre 1934, à Marseille, annonçait celui de la Yougoslavie. Laquelle agonisa avec la complicité d'une France officielle liquidant pour des raisons intérieures (par crainte de sa classe ouvrière combative) sa défense extérieure et préférant « apaiser » l'Allemagne plutôt que soigner ses « alliances de revers » à l'est. Sa réduction actuelle à un moignon atteste le succès d'un *plan de liquidation conduit de l'extérieur du pays* : le même après 1945 qu'après 1918, comme pour la Tchécoslovaquie dont un des deux morceaux, vieil objet de haine et de mépris en Allemagne, y est à nouveau appelé Tchéquie? (voir mes articles dans *L'Humanité*, 16-21 février 1994, et mon ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996). Plan appuyé, assurément, sur des faiblesses internes. Mais qui pense que l'« Occident » est entré en guerre pour défendre l'autonomie albanaise?

La Yougoslavie est soumise depuis 1945, où elle ressurgit grâce à la défaite du Reich, au même harcèlement qu'après 1918, de la part :

1° de l'Allemagne, qui a comme après la guerre précédente phagocyté l'Europe centrale et orientale et, par sa réunification, cassé Yalta et Potsdam en invoquant le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Principe qu'elle ne soutient qu'après les défaites, et que n'ont appliqué ou invoqué ni Bismarck pour construire l'unité prussienne de l'Allemagne ni Hitler pour bâtir le *Grossdeutschland*, de l'Anschluss à l'occupation de presque tout le continent européen. Yvonne Bollmann a suivi dans sa presse quotidienne les préparatifs du plan de Grand Reich ainsi défini en mars 1993 par le ministre CDU des Affaires étrangères Klaus Kinkel : « accomplir quelque chose en quoi nous avons échoué à deux reprises » — en 1918 et en 1945 — « et qui est, en harmonie avec nos voisins » — lesquels et jusqu'à quand? —, « de trouver le rôle correspondant à nos souhaits et à notre potentiel » (*La tentation allemande*, Michalon, 1998, p. 25-26). Le changement de gouvernement n'a pas modifié le cours des choses ;

2° du Vatican, instrument privilégié de l'Allemagne, qui depuis les Habsbourg attise les haines entre catholiques et orthodoxes et rêve d'annexer les Slaves haïs au domaine germanique ; et qui a organisé avec Vienne avant 1914 la liquidation de la Serbie, après 1918, avec Rome et Berlin la subversion de la jeune Yougoslavie. La béatification en octobre 1998 de l'archevêque de Zagreb Stepinac, un des plus grands criminels de guerre de la Deuxième

Guerre mondiale, s'est inscrite dans la préparation de l'opération en cours : ainsi était célébré, initiative éclairante sur l'amour pontifical pour les « droits de l'homme », l'exécutant du décret « oustachi » du 3 mai 1941, en réalité rédigé par le Vatican, de « conversion forcée » des orthodoxes qui donnait aux Serbes non massacrés d'emblée le « choix » entre adhésion immédiate au catholicisme et assassinat ; le receleur dans les couvents de Zagreb et alentour des trésors des oustachis arrachés aux orthodoxes et juifs assassinés ; l'organisateur, laissé sur place par le régime de Tito en 1945, des *Rat Lines*, de la fuite de 30 000 criminels croates, clercs — tel Saric, évêque de Sarajevo, assassin en soutane et pillleur de biens juifs et serbes (pillage autorisé, par écrit, par la Curie) — ou non — Ante Pavelic le bourreau. Le tout sur mandat du Vatican, avec les fonds des États-Unis, en vue d'un recyclage utile à leurs intérêts dans l'Adriatique ;

3° de l'Italie qui, sur le Kosovo comme sur le reste, croit depuis 1945 (comme après 1918) tirer les marrons yougoslaves du feu. Le piteux bilan du passé — grignotage du territoire yougoslave depuis les années 20, annexion de l'Albanie en avril 1939 bénie par Pie XII, participation de fait quasi nulle au dépeçage de la Yougoslavie crucifiée en avril 1941 — suggère qu'elle ne tirera pas beaucoup plus de sa mort à la fin du 20^e siècle qu'en son milieu. Trieste lui fut offerte en 1953 sur un plateau par les Anglo-Saxons. Quels droits réels a gagnés ainsi cet État appelé à fournir des bases aux bombardiers des décideurs américains ?

4°. Les États-Unis, qui ont en avril-mai 1945 fait du combat contre l'armée de Tito pour lui disputer le contrôle de Trieste le premier acte officiel de la Guerre froide. Ils lorgnent, comme Berlin, les trésors de l'Est européen (main-d'œuvre, matières premières, marchés) dont la maîtrise de la Yougoslavie offre une des clés. Bismarck, dans son *Drang nach Osten* (marche vers l'Est), dépêchait Vienne en avant-garde contre les Serbes, se réjouissant en 1886 que « la vache autrichienne s'avance à travers les riches pâturages des Balkans afin que l'Allemagne la mange lorsqu'elle sera grasse ». On ne saurait comparer les États-Unis à l'empire austro-hongrois moribond préparant la poussée du Reich vers Salonique en pensant se servir lui-même. Washington soigne ses intérêts adriatiques et « orientaux » et, appuyé sur l'extension de l'OTAN très à l'Est — tout contre la Russie —, entretient des abcès utiles à court et moyen termes. Il peut dans cette sphère, comme après 1918, coexister avec Berlin tant que l'expansion allemande ne gênera pas décisivement la sienne.

Au-delà, dans le cadre d'un conflit général né de l'aggravation prévisible de la crise — conflit dont l'actuelle guerre des Balkans établit, à moins de miracle, la certitude —, les États-Unis pratiqueront la « stratégie périphérique » qui les préserve des pertes humaines, règle leurs crises de surproduction et leur a deux fois, après participation ultime à l'étrépage mutuel des infanteries européennes, permis de fixer le sort d'un continent ravagé à « reconstruire ». C'est cette stratégie que définit le parlementaire américain Clarence Cannon en mai 1949, quelques semaines après la signature de l'Alliance censée affronter le « péril soviétique » : « grâce au Pacte de l'Atlantique », la plupart des pays d'Europe occidentale mettront à notre disposition « sur leur territoire des bases aériennes pour des bombardements stratégiques » ; « nous aurons des Alliés qui ont des troupes et des navires et qui devraient aussi avoir l'occasion de remplir leurs obligations de puissances contractantes » : par exemple « en envoyant les jeunes gens nécessaires pour occuper le territoire ennemi après que nous l'aurons démoralisé et anéanti par nos attaques aériennes. Nous avons suivi un tel plan pendant la dernière guerre ».

Qui se saisira du « territoire ennemi » yougoslave quand les États-Unis retireront momentanément leurs troupes d'une Europe en flammes ? La France, dont les décideurs français n'ignorent rien des enjeux réels, a fait plus fort qu'en septembre 1938 à Munich, sachant que la vraie comparaison avec « l'esprit de Munich » réside dans ce fait : nous avons refait Munich en acceptant au début des années 1990 la cassure *allemande* de la Yougoslavie ; à l'étape actuelle du dépeçage — la prise du Kosovo —, nous accompagnons les candidats à

l'occupation étrangère de la Yougoslavie : comparons encore, cela revient à être entré dans les Sudètes avec les troupes allemandes. On comprend mieux le sens du silence officiel de l'automne 1998 sur le glorieux anniversaire de Munich : que les criailleurs songent avant de hurler que ceux qui vivront encore risquent de devoir participer aux « excuses » futures au peuple serbe...

LES SERBES, LES NAZIS DU TEMPS? LE RÈGNE DE L'INTOX

Du flot qui a déferlé sur l'hexagone depuis la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, apogée d'une furie surgie avec le dépeçage de ce pays au tournant des années 1980, émerge un summum de contrevérité : l'assimilation des Serbes aux nazis. Avec la complicité de certains intellectuels juifs égarés par un antibolchevisme pathologique et ignorant délibérément l'histoire des Balkans, les Serbes — colonne vertébrale d'un pays clé de nos « alliances de revers » contre l'expansion du Reich allemand — ont été mués en nazis ; et du même coup leurs adversaires, Croates (et Slovènes) catholiques, Musulmans bosniaques, « libérés » des Serbes par l'Allemagne réunifiée, et désormais Musulmans albanais, en juifs des années trente et quarante. Comparaison n'est pas raison...

Pendant la Deuxième Guerre mondiale Serbes et juifs furent traités pareillement dans la Yougoslavie dépecée depuis l'attaque du 6 avril 1941 par les Allemands et leurs acolytes : au premier rang l'État croate, prototype selon Raul Hilberg (comme la Slovaquie de Mgr Tiso) des « satellites par excellence »¹. L'État oustachi croate, doté par Hitler de la Bosnie-Herzégovine et occupé de fait par la Wehrmacht, ne fit pas de distinguo entre Serbes orthodoxes et juifs. Le clergé franciscain ne se contenta pas de bénir les bourreaux : il participa en masse aux « boucheries » décrites par l'historien catholique italien Falconi, massacrant dans les camps d'extermination, tel celui de Jasenovac, et ailleurs, au revolver, au poignard, au marteau, etc.².

Une des justifications de cette « épuration ethnique », terme créé et utilisé par l'État croate depuis sa naissance — pas par l'État serbe ou yougoslave, ni dans les années quarante, ni après, quoiqu'on en écrive aujourd'hui — fut fournie, concernant les Serbes, par le décret « oustachi » du 3 mai 1941, de « conversion forcée » des orthodoxes. Il donnait aux Serbes non massacrés d'emblée le « choix » entre l'adhésion immédiate au catholicisme et la mort. Cet ordre, qui provenait non de Pavelic (chef de l'État) mais du Vatican, fut exécuté par l'archevêque de Zagreb Stepinac, présenté depuis des décennies comme un « martyr du communisme » et béatifié par Jean-Paul II en octobre 1998. Contre les juifs de Croatie, les bourreaux oustachis furent aussi efficaces que contre les Serbes, et souvent aidés par les « chefs musulmans » dont « beaucoup ont collaboré avec l'occupant » (lettre 922 de Baudet, 8 septembre 1954, archives du Quai d'Orsay). Cette collaboration catholico-musulmane avec l'occupant constituait l'héritage de la politique des Habsbourg et du Vatican, divisant des populations « ethniquement » semblables, dressées contre les Serbes : ceux-ci étaient considérés comme « un mal qui ronge et pénètre la monarchie jusqu'à la moelle et qui finira par la désagréger » (comte Pállfy, chargé d'affaires autrichien au Vatican, 29 juillet 1914) car ils risquaient de fédérer, depuis la création de leur État en 1878, les « Yougoslaves » ou Slaves du Sud, sachant que les Croates sont des Serbes « catholicisés » et les Bosniaques musulmans des Serbes islamisés. Cette « fédération » suivit la défaite des Empires centraux en 1918.

Stepinac ne se fit pas connaître comme le défenseur des Serbes ou des juifs entre 1941 et 1945. Il fut en revanche le receleur dans les couvents de Zagreb et alentour des trésors que

¹. *La destruction des Juifs d'Europe*, 2 tomes, Paris, Folio-Gallimard, 1991, t. 2.

². Carlo Falconi, *Le silence de Pie XII 1939-1945, essai fondé sur des documents d'archives recueillis par l'auteur en Pologne et en Yougoslavie*, Monaco, Ed. du Rocher, 1965; Saul Friedlander, *Pie XII et le III^e Reich*, Paris, Ed. du Seuil, 1964

les oustachis entassèrent en pillant les orthodoxes et juifs massacrés. Ecclésiastiques compris, dont le plus célèbre à cet égard fut Joannes Saric, évêque de Sarajevo, dont le pillage de biens juifs et serbes fut légitimé par la signature du délégué du Vatican Marcone. Stepinac fut aussi depuis les derniers mois de la guerre, l'organisateur, laissé en poste et en place par le régime de Tito en 1945, de la fuite de 30 000 criminels croates, clercs — tel Saric — ou non — tel Ante Pavelic : ces *Rat Lines* organisées par le Vatican, furent financées par les États-Unis, soucieux d'un recyclage des bourreaux utiles à leurs intérêts dans l'Adriatique³. En Serbie occupée, les Allemands avaient œuvré eux-mêmes, les Serbes, qui n'avaient pas de tradition antisémite et pogromiste, ne pouvant guère être utilisés comme supplétifs. En août 1942, le *Staatsrat* Turner se félicita d'« une réussite unique en son genre : “Serbie, seul pays où question juifs et question Tziganes résolue” » (cité par Hilberg). La Croatie avait fait un peu moins bien, liquidant 80% de sa population juive.

L'équation Serbes-nazis a été forgée au début de la dislocation du pays, précisément, pour « vendre » mieux, comme on dit en franco-américain, cet article douteux à l'« opinion ». L'auteur de la comparaison, l'agence américaine d'« information » Ruder Finn, s'émerveilla alors via son chef James Harff devant Jacques Merlino, journaliste de France 2, de son succès parmi les juifs, objectif essentiel de cette campagne : il vanta l'efficacité de ce discours « à très forte valeur émotive » — « purification ethnique, camps de concentration, etc., le tout évoquant l'Allemagne nazie, les chambres à gaz et Auschwitz. La charge émotive était si forte que plus personne ne pouvait aller contre » ; Harff en imputait le succès au fait que « nous avons circonvenu trois grandes organisations juives : B'nai B'rith Anti-Defamation League, American Jewish Committee et American Jewish Congress » : cet « extraordinaire coup de poker [...] a formidablement marché [...] le dossier était complexe, personne ne comprenait ce qui se passait en Yougoslavie, mais d'un seul coup nous pouvions présenter une affaire simple, avec des bons et des méchants »⁴.

Le devoir de mémoire ne saurait faire gober des bobards. Pour honorer convenablement la mémoire, il convient de ne pas violer la vérité historique.

ⁱ Ouvrage épuisé mais trouvable d'occasion (de même que sa traduction en anglais, *Liar's poker: the great powers, Yugoslavia and the wars of the future*, International Action Center, New York, 2002). Michel Collon est une cible privilégiée des « anti-complotistes » institutionnels et de la grande presse, notamment en France. Même la presse critique, dont *Le Monde diplomatique*, refuse toute recension de ses ouvrages. C'est dire que ce dernier agréé globalement au sujet de M. Collon, surtout depuis le 11 septembre 2001, l'analyse extrêmement dépréciatrice de la mouvance « Conspiracy Watch », machine de guerre sans répit poussée en avant depuis la présidence Hollande, contre toute pensée non-otanienne : Michel Collon voisine dans les fulminations de ce site à statut officiel avec Maxime Vivas et moi-même. La fiche https://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Collon, qui pose ce paria en antisémite, a arrêté toute référence à ses écrits à la date de 2017.

ⁱⁱ En témoigne sa venimeuse fiche https://fr.wikipedia.org/wiki/Yvonne_Bollmann, riche en critiques déclaratives mais pas démonstratives. Elle a au moins l'avantage de signaler deux autres ouvrages, *La Bataille des langues en Europe*, Paris, Éditions Bartillat., et *Ce que veut l'Allemagne*, même éditeur, 2003.

ⁱⁱⁱ L'édition épuisée, Paris, Le temps des cerises, 2005, est remplacée, à dater de février 2022, par la réédition, Paris, éditions critiques

^{iv} Ces deux derniers titres m'ont été rappelés ma collègue Gisèle Jamet, que je remercie.

³. Voir Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Orban, 1992 et mon ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996

⁴. Jacques Merlino, *Toutes les vérités yougoslaves ne sont pas bonnes à dire*, Paris, 1993, épuisé, et qu'il serait de salubrité publique de rééditer.